

Migrations et discours : les médias coincés **entre devoir d'informer et désir de plaire**

Les discours autour des migrations sont en permanence au cœur de l'actualité. Particulièrement présents pour l'instant au sein du débat politique, ils rythment les sorties médiatiques, les campagnes électorales et les discussions de café du commerce. Nulle surprise donc à ce que l'UCL (Université Catholique de Louvain) choisisse de traiter cette question de manière spécifique dans le cadre de son cycle de conférences « *Migrations : regards croisés* ». Et c'est ce qu'elle a fait récemment en conviant, et c'est là l'originalité majeure de sa démarche, des spécialistes de cinq disciplines à se pencher sur cette question polémique.

La conférence « Migrations et discours » a choisi de croiser cinq regards complémentaires sur la question des discours autour de la migration : celui de l'historien, de l'expert en communication, du journaliste, du psychologue social et du linguiste. Le premier volet a été pris en charge par Laurence Van Ypersele, historienne de l'UCL, spécialiste de la guerre 14-18. Et celle-ci a posé les termes du débat sur les bases de la célèbre citation qui veut que « l'histoire est un éternel recommencement ». La première guerre mondiale a, en effet, engendré d'énormes déplacements de populations composées d'exilés, d'évacués, etc., faisant des civils des victimes collatérales du conflit et des réfugiés le bouc émissaire des populations des régions où ils sont accueillis.

L'image, dans un premier temps positive, du pauvre réfugié chassé par la « grande guerre » dont ont bénéficié les centaines de milliers de Belges qui ont fui les combats vers la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas a très vite basculé. Ils seront accusés des pires maux : ne pas s'engager dans l'effort de guerre, profiter du système, prendre les emplois des autochtones, voler leurs femmes, refuser de s'intégrer (notamment en continuant à manger comme dans leur pays)... Autant d'accusations qui rappellent furieusement celles qui peuplent certains discours de haine actuels. Selon Laurence Van Ypersele, cette période de guerre donne lieu à un rétrécissement de l'identité. Celle-ci est ramenée autour la notion de nation, de patrie dont la vision est exaltée et rend les minorités (dont les réfugiés) suspects et

étrangers à la communauté d'origine. La première guerre mondiale a donc consacré, pour la première fois de manière structurelle, l'apparition des réfugiés, ensemble hétéroclite comprenant des personnes déplacées, évacuées... comme un problème à gérer, avec, en filigrane, une vision dégradante et un imaginaire véhiculant des stéréotypes similaires à ceux engendrés par la récente crise migratoire européenne.

Une série de recommandations capitales

Benoît Grevisse, directeur de l'École de Journalisme de l'UCL, a, quant à lui, abordé, de manière détaillée, les aspects déontologiques et éthiques du traitement journalistique des migrations. Il a d'abord tenu à préciser la différence entre morale (norme d'une société à un moment déterminé), déontologie (règle qu'une profession se donne à elle-même) et éthique (qui, dans le cas du journalisme, est fondée sur la liberté, dans le respect de la vérité et des personnes). Il a ensuite souligné que, dans le climat général actuel de défiance vis-à-vis des institutions et des médias, le nombre de plaintes concernant la couverture journalistique des migrations a explosé.

C'est dans ce contexte que le Conseil de déontologie journalistique (CDJ) a énoncé, en mai 2016, une série de recommandations relatives au traitement médiatique des migrations. Ces principes sont les suivants :

- ne mentionner les caractéristiques personnelles ou collectives (nationalité, pays d'origine, couleur de peau...) que si ces informations sont pertinentes par rapport à l'intérêt général ;
- éviter les généralisations abusives, amalgames et manipulations (comme lors du dérapage en radio d'Alain Simons mettant ses auditeurs en garde contre la présence de gitans) ;
- éviter de dramatiser les problèmes par des titres, des textes, des photos, des rapprochements... ;
- utiliser les termes adéquats, en ne confondant pas, par exemple, migrant et réfugié ;
- se méfier de la désinformation et n'avancer que des informations avérées, en évitant, par exemple, d'illustrer faussement certaines informations par des photos prises lors d'un autre événement ;
- modérer les propos du public, et notamment les propos haineux et racistes, sur tous les supports d'expression des médias (forums, courriers des lecteurs...) ;

- refléter la diversité de la société dans toutes ses composantes, en évitant notamment de représenter les étrangers uniquement dans des situations problématiques.

Selon Benoît Grevisse, l'enjeu de cet ensemble de recommandations est de favoriser une narration de la complexité, d'éviter l'hystérisation des récits (déclencher l'emballement de l'émotionnel irraisonné du public) ou l'esthétisation de la souffrance (comme ce fut le cas avec la photo du corps du petit Aylan échoué sur une plage), d'encourager l'usage de précautions oratoires (comme l'usage du conditionnel), etc. À ses yeux, le rôle du journaliste est donc triple : celui d'un observateur (dans lequel l'enjeu est la fiabilité et le sens), d'un interprète (dont l'enjeu est de fournir une information créative et non-institutionnelle) et d'un narrateur (qui rend compte de la complexité et fournit des récits ouverts et subversifs).

Une couverture médiatique insuffisamment politisée

L'intervention de Benoît Grevisse a été épaulée par le propos de Jean-Paul Marthoz, journaliste au quotidien « Le Soir », qui a rappelé les caractéristiques générales de la couverture journalistique actuelle. Selon lui, celle-ci est essentiellement événementielle, avec une pratique émotionnelle davantage susceptible de simplisme qui élude le phénomène (ici, migratoire). Elle intervient également prioritairement par réaction aux thématiques du pouvoir (par exemple, aux déclarations du gouvernement), ouvrant les portes aux extrémismes. De plus, d'après lui, les médias s'intéressent particulièrement aux personnalités qui attisent la violence, parce que ça fait de l'audience dans un contexte d'hyper-concurrence entre médias. « *L'émotion fait partie du journalisme, souligne-t-il, mais, à partir d'un certain moment, elle débouche sur un résultat inverse à celui escompté, en désamorçant la réflexion.* »

Pour Jean-Paul Marthoz, la migration, qui est par définition internationale, est couverte essentiellement de manière locale. « *Quand parle-t-on, dans les médias, du conflit érythréen ?* Interroge-t-il. *Cela donnerait pourtant du sens à une dimension humaniste du propos. Le public ne comprend pas ce qui se passe.* » La couverture médiatique des migrations est insuffisamment politisées, selon lui. Elle n'établit aucune connexion avec les politiques économiques ou les stratégies militaires. Il y a une dépolitisation générale du regard sur le monde. « *La question migratoire est*

révélatrice de la vision humanitaire qu'elle sous-tend, affirme-t-il. L'élection de Donald Trump a été un vote essentiellement sur la migration. Elle pose la question des identités (ici, la haine des Mexicains aux États-Unis). » Sa conclusion est que la question migratoire impose une réflexion urgente et éminemment politique sur la fonction journalistique. Et Jean-Paul Marthoz de pointer un rapt par l'extrême-droite de la liberté de dire. « Il y a plus de présence des migrants (11%) que des ouvriers (3%) dans les médias, martèle-t-il. La fachosphère a explosé grâce aux réseaux sociaux. Et il y a une difficulté croissante pour les journalistes à travailler sur les questions migratoires en raison de la violence qui entoure cette problématique. »

Stéréotypes et discriminations

Abordant le volet psychosocial des discours sur les migrations, sur base d'une recherche qu'elle a menée en Flandre pour le compte de la KUL (Katholieke Universiteit Leuven), Karen Phalet a mis en évidence la séquence causale qui préside à la perception des migrants. Cette dernière s'enracine dans des stéréotypes qui engendrent des préjugés qui provoquent des discriminations. Selon elle, les stéréotypes prennent appui sur les deux questions de base que se pose la majorité d'accueil vis-à-vis des nouveaux venus. Ces deux questions sont : quelles sont les intentions qu'ils nourrissent ? (une question qui se situe sur l'axe coopération/compétition qui détermine le niveau de « chaleur » de la relation) et quels sont les moyens dont ils disposent ? (sur l'axe statut/ressources qui détermine le niveau de « compétence » perçue). Ce sont ces deux questions qui conditionnent les émotions (préjugés) et les comportements (discriminations) des populations qui accueillent les migrants.

L'étude de la KUL révèle que, sur le double axe chaleur/compétence, la perception des migrants et réfugiés par les personnes interrogées se situe à un niveau de chaleur faible pour une compétence faible. Cette vision suscite des sentiments négatifs (crainte et mépris) et génère des (ré)actions négatives (évitement, dénigrement, exclusion, attaque). Pour Karen Phalet, cette perception s'enracine dans les images médiatiques d'un migrant présenté comme « menaçant », tant pour la sécurité (violence et criminalité) que pour la culture (culture et religion) et pour la vie socio-économique (emploi et services sociaux). Cette vision des migrants comme

un danger entraîne une vision déshumanisante de ceux-ci (« *Ils sont moins humains que nous !* »).

L'importance des mots

Pour sa part enfin, Cécile Canut, chercheuse au Département de Sciences du Langage de l'Université de Paris Descartes, s'est, elle, penchée sur le volet anthropologique de la question du rapport entre migrations et discours. Dans son approche, elle tient à distinguer la catégorisation (mots utilisés par ceux qui ne migrent pas pour parler de ceux qui migrent) et l'auto-catégorisation (mots utilisés par ceux qui voyagent/s'exilent pour parler d'eux-mêmes).

Sur le plan de la catégorisation, Cécile Canut souligne l'importance des conditions politiques de production des catégories. Certaines expressions entrées aujourd'hui dans le langage courant ont été créées comme des labels militants. C'est le cas pour l'expression « de souche » (« *Français de souche* ») qui a été créée par l'extrême-droite dans les années 70. Il en va de même pour les expressions « travailleurs immigrés » ou « travailleurs sans papiers » qui étaient, au départ, des expressions militantes. Aujourd'hui, l'expression « migrant économique » est une terminologie qui criminalise les migrants, tout comme d'autres mots tels que flot, invasion, vague, etc.

Au niveau de l'auto-catégorisation, la chercheuse a effectué une enquête en Afrique qui lui a permis de déterminer que les migrants utilisent une pluralité de noms pour désigner leur « statut ». Ces terminologies sont contextuelles. En Europe, ils peuvent se dire « réfugié » ou « sans-papiers », alors que, dans le même temps, au pays, ils se nomment « aventurier » ou « voyageur ». Cette façon d'agir leur permet de contrer les dénominations données de l'extérieur et les appellations négatives. Et, parallèlement, des termes comme celui très fréquent de « voyageur » incluent la notion de liberté de se déplacer, tout en soulageant la personne qui s'attribue cette identité de la pression familiale à « réussir » son émigration.

Dominique Watrin